

RÉTRO 2019

politique.union@sonapresse.com

Brèves

J.K.M

PREMIER DISCOURS PUBLIC DU CHEF DE L'ÉTAT

Dimanche 6 octobre, devant des milliers de personnes rassemblées au stade de Nzeng-Ayong, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, prononçait son premier discours public, depuis son retour au pays (Lire ci-contre). "Je suis là, je serai toujours là", avait-il lancé.

PRESTATION DE SERMENT DES JUGES CONSTITUTIONNELS

Nommés le 7 août par décret du président de la République, conformément aux dispositions de l'article 89 de la Constitution, les neuf nouveaux juges constitutionnels prêtent serment le 24 septembre dernier.

LÉGISLATIVES PARTIELLES

Du 1er au 31 août, des législatives partielles avaient été organisées dans une dizaine de circonscriptions électorales. Au sortir de ce scrutin un certain nombre de cadres du PDG mordent la poussière. Notamment au 1er arrondissement de la commune de Mouila où, Léon Nzouba plie l'échine face à Serge Maurice Mabiata, candidat du Rassemblement héritage et modernité.

MAGANGA MOUSSAVOU ÉJECTÉ DE LA VICE-PRÉSIDENTE

Supposé avoir joué un rôle dans le scandale lié à la disparition de 353 containers de Kevazingo, Pierre-Claver Maganga Moussavou est limogé de ses fonctions de vice-président de la République, par décret du chef de l'État. De même que Guy-Bertrand Mapangou, relevé de son poste de ministre d'État, ministre des Forêts et de l'Environnement, chargé du Plan climat, le 21 mai.

JULIEN NKOGHE BEKALE NOMMÉ PREMIER MINISTRE

Le 11 janvier, tard dans la nuit, Julien Nkoghe Bekale est promu Premier ministre, en remplacement d'Emmanuel Issoze Ngondet, nommé Médiateur de la République.

FAUSTIN BOUKOUBI AU PERCHOIR

C'est également le 11 janvier dernier, que Faustin Boukoubi, député du Parti démocratique gabonais (PDG) au 1er siège du département de la Lombo-Bouenguidi, est élu président de l'Assemblée nationale. Un véritable plébiscite, vu qu'il est porté au perchoir par 126 des 134 députés votants.

Tentative de coup d'État : un acte unanimement condamné

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LE 7 janvier 2019, les auditeurs de Radio Gabon ont été sortis de leurs lits, vers quatre heures, en entendant un communiqué lu par le lieutenant de la Garde républicaine, Kelly Ondo Obiang, se réclamant président du Mouvement patriotique des jeunes des forces de défense et de sécurité du Gabon (MPJFDS), et appelant " toutes les forces de sécurité et la jeunesse à se rallier à sa cause, dans le cadre d'une opération baptisée Dignité".

Avec certains de ses frères d'armes, ce jeune officier avait réussi à prendre le contrôle de la "Radio nationale". Aux premières lueurs du jour, des dizaines d'individus, pour la plupart jeunes, amassés, sur le boulevard Triomphal, avaient tenté de rallier la "Maison Georges Rawiri", à la suite de l'appel des insurgés. Leur tentative aura été vaine, vu qu'ils avaient été dispersés, aux abords du ministère de la Fonction publique, par des tirs de gaz lacrymogène des Forces de police nationale (FPN). Car, sitôt la diffusion du communiqué sur les ondes de la "Radio nationale", les forces loyalistes avaient convergé vers " la Maison Georges Rawiri" en quadrillant la zone et en érigeant un périmètre de sécurité. Avant de lancer, quelque temps après, l'assaut.

Lequel s'était soldé par la mort de deux insurgés et la neutralisation du lieutenant Kelly Ondo Obiang et trois de ses compagnons. Appréhendés, tous ont été écroués à la prison centrale de Libreville pour " association de malfaiteurs, vol qualifié, atteinte à la sûreté de l'État, séquestration et dégradation des biens publics".

Dans tous les cas, cette tentative de prise insurrectionnelle du pouvoir avait été condamnée unanimement par la communauté internationale et par les acteurs politiques nationaux. Au lendemain de cet incident, la vie avait repris son cours normal à Libreville et ses environs.



Photo: DR
Les insurgés dans le studio de Radio Gabon.

Retour triomphal d'Ali Bongo Ondimba

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

IL était 17 heures, samedi 23 mars dernier, lorsque le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, était apparu à la foule massée à l'aéroport international Léon Mba. Accompagné de son épouse, Sylvia Bongo Ondimba, le président de la République faisait, ainsi, de manière triomphale, son retour au pays au terme d'une convalescence de cinq mois, consécutive à l'accident vasculaire cérébral (AVC) dont il avait été victime, le 24 octobre 2018, en Arabie Saoudite. Les membres du gouvernement, les représentants des institutions constitutionnelles, les militants et militantes du Parti démocratique gabonais (PDG), ceux des formations politiques de l'opposition républicaine, les membres des communautés étrangères s'étaient joints à l'immense foule, pour souhaiter la bienvenue au chef de l'État. Au-delà de la joie manifestée, de nombreuses personnalités et anonymes ne pouvaient cacher leur émotion à la vue du président de la Répu-



Photo: F.M. MOMBO/L'Union

Le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, à son retour au pays, le 23 mars dernier.

blique. " le boss est de retour", " ensemble, on est plus fort", " le patron est de retour", " merci maman Sylvia de nous avoir ramené le président", " merci au roi du Maroc", pouvait-on lire sur d'immenses banderoles et autres tee-shirts arborés fièrement par la foule. Très ému par cette marque de soutien et de compassion à son égard, le président de la République avait eu

des mots forts à l'endroit de tous ceux venus lui témoigner leur attachement et soutien. " Je suis content de cet accueil chaleureux, c'est un accueil qui me va droit au cœur", avait déclaré Ali Bongo Ondimba. Avec ce retour en grande pompe, le numéro un gabonais mettait définitivement un terme aux agissements de certains acteurs politique, notamment ceux de l'opposition.